

Unédic

TITRES NEGOCIABLES A MOYEN TERME

Programme non garanti

Negotiable European medium term note (NEU MTN)¹ UNÉDIC

DOCUMENTATION FINANCIERE	
Nom du programme	Unédic - Titres Négociables à Moyen Terme (NEU MTN)
Nom de l'émetteur	Unédic
Type de programme	NEU MTN (Titres Négociables à Moyen Terme) (les "Titres")
Plafond du programme	8.000.000.000 EUR
Garant	Sans objet Les Titres ne font l'objet d'aucune garantie de l'État français.
Notation du programme	Noté Aa2 Moody's Inverstors Services AA par Fitch Ratings
Arrangeur	Sans objet
Agent(s) Domiciliaire(s)	BNP Paribas / BNP Paribas Securities Services
Agent(s) Placeur(s)	<p>Le Programme ne conduit pas à la nomination de manière permanente d'agents placeurs, l'Émetteur se réservant le droit de nommer de manière ponctuelle des agents placeurs pour une ou plusieurs Émissions. Toute référence faite dans la présente Documentation Financière aux "Agents Placeurs" désigne toute personne désignée comme Agent Placeur pour une ou plusieurs Émissions.</p> <p>Les Agents Placeurs pourront notamment être désignés parmi : BNP Paribas, Crédit Agricole CIB, Société Générale, BRED Banque Populaire, HSBC France, Crédit Industriel et Commercial, Banque Fédérative du Crédit Mutuel, Natixis, Merrill Lynch International Ltd, HPC OTCex Group, Deutsche Bank AG, Unicredit Bank AG, RBS Plc, Tullett Prebon (Europe) Ltd.</p>
Date de signature de la documentation financière	5 septembre 2017.
Mise à jour par avenant	Sans objet.

Documentation établie en application des articles L 213-1 A à L 213-4-1 du Code monétaire et financier

La Banque de France invite le lecteur à prendre connaissance des conditions générales d'utilisation des informations relatives aux titres de créances négociables :

<https://www.banque-france.fr/politique-monetaire/surveillance-et-developpement-des-financements-de-marche-marche-neu-cp-neu-mtn/le-marche-des-titres-negociables-court-et-moyen-terme-neu-cp-neu-mtn>

¹ Dénomination commerciale des titres définis à l'article D. 213-1 du Code monétaire et financier

Un exemplaire de la présente documentation est adressé à :
BANQUE DE FRANCE
Direction générale de la stabilité financière et des opérations (DGSO)
Direction de la mise en œuvre de la politique monétaire (DMPM)
21-1134 Service des Titres de Créances Négociables (STCN)
39, rue Croix des Petits Champs
75049 PARIS CEDEX 01

TABLE DES MATIERES

	Page
1. DESCRIPTION DU PROGRAMME ET MODALITES DES TITRES	4
2. DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR	15
3. CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES	34
4. ANNEXES	35

SECTION 1 : DESCRIPTION DU PROGRAMME ET MODALITES DES TITRES

Articles D. 213-9, 1° et D. 213-11 du Code monétaire et financier et Article 6 de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

Le texte qui suit présente le Programme ainsi que les modalités de base des Titres qui, sous réserve de modification ou d'avenant ultérieur, et telles que complétées par les stipulations des Conditions Définitives concernées, seront applicables aux Titres (les "Modalités"). Les références ci-après aux "Articles" renvoient, sauf s'il en résulte autrement du contexte, aux paragraphes numérotés ci-après. Les références faites dans les Modalités aux "Titres" concernent les Titres d'une seule et même Émission, et non pas l'ensemble des Titres qui pourraient être émis dans le cadre du Programme.

Les Titres sont émis par l'Unédic (l' "Émetteur" ou "Unédic") dans le cadre d'émissions syndiquées ou non-syndiquées (chacune une "Émission") ayant des dates d'émission différentes. Les modalités spécifiques de chaque Émission (incluant, notamment, le montant nominal total, le prix d'émission, leur prix de remboursement et les intérêts à payer), seront déterminées par l'Émetteur et l'(les) Agent(s) Placeur(s) concerné(s) et figureront dans les conditions définitives si les Titres sont admis sont admis aux négociations sur Euronext Paris ou à défaut dans la confirmation d'Émission de l'Émission concernée (indifféremment ci-après les "Conditions Définitives").

Un contrat d'agent domiciliataire en date du 2 juin 2015 (tel qu'il pourra être amendé) relatif au Programme de Titres a été conclu entre l'Émetteur et BNP Paribas (avec faculté pour ce dernier de se substituer BNP Paribas Securities Services) en tant qu'agent domiciliataire ("Agent Domiciliataire") chargé du paiement (et le cas échéant du calcul) de l'ensemble des montants dus au titre des Titres. L'agent financier, l'agent payeur et l'agent de calcul (le cas échéant) en fonction seront respectivement dénommés ci-après selon le cas l' "Agent Financier", l' "Agent Payeur" (une telle expression incluant l'Agent Financier) et/ou l' "Agent de Calcul".

Aux fins de ces Modalités :

"**Marché Réglementé**" signifie tout marché réglementé situé dans un état membre de l'Espace Économique Européen ("EEE"), tel que défini dans la Directive 2004/39/CE ;

"**Porteur(s)**" désigne le/les détenteurs de Titres.

1.1	Nom du programme
Unédic – Programme de Titres Négociables à Moyen Terme (NEU MTN)	
1.2	Type de programme
Titres Négociables à Moyen Terme	
1.3	Dénomination sociale de l'Émetteur
Unédic	
1.4	Type d'Émetteur
Association Loi 1901	
1.5	Objet du programme
Le produit net de l'Émission des Titres est destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Émetteur (tel que précisé le cas échéant dans les Conditions Définitives), lequel doit veiller au service de la performance de l'Assurance chômage pour le bénéfice des salariés, des entreprises et des demandeurs d'emploi, en s'assurant de l'application par les opérateurs des règles et des dispositions décidées par les partenaires sociaux et en	

étroite coopération avec ces derniers, dans une perspective de gestion socialement responsable de l'Assurance chômage.

L'Émission des Titres dont la maturité est légalement au minimum d'une année, est destinée à couvrir la partie de la courbe des taux d'intérêt sur laquelle l'Émetteur ne se positionne pas par l'intermédiaire de ses programmes EMTN et Titres Négociables à Court Terme (anciennement Billets de Trésorerie).

L'activité de l'Émetteur est plus amplement décrite dans la section « Description de l'Émetteur » ci-dessous.

1.6	Plafond du programme
------------	-----------------------------

L'encours maximum du Programme de l'Émetteur s'élève à 8.000.000.000 euros ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères, conformément à la décision du Conseil d'Administration de l'Unédic du 31 janvier 2017.

1.7	Forme des titres
------------	-------------------------

Les Titres Négociables à Moyen Terme sont des titres de créances négociables au sens de l'article L. 213-1 du Code monétaire et financier et constituent des titres financiers au sens de l'article L. 211-1 du Code monétaire et financier.

Les Titres sont émis sous forme de titres au porteur dématérialisés.

Aucun document matérialisant la propriété des Titres (y compris des certificats représentatifs conformément à l'article R.211-7 du Code monétaire et financier) ne sera émis en représentation des Titres.

Les Titres seront inscrits en compte dans les livres d'Euroclear France qui en assurera la compensation entre Teneurs de Compte.

"**Teneur de Compte**" désigne tout intermédiaire financier habilité à détenir des comptes-titres, directement ou indirectement, auprès d'Euroclear France (66 rue de la Victoire 75009 Paris), et inclut Euroclear Bank S.A./N.V. (1 boulevard du Roi Albert II, 1210 Bruxelles, Belgique) ("**Euroclear**") et Clearstream Banking, société anonyme (42 avenue JF Kennedy, 1855 Luxembourg, Grand-Duché de Luxembourg) ("**Clearstream, Luxembourg**").

1.8	Rémunération
------------	---------------------

Les Titres sont émis à taux fixe, lequel sera précisé dans les Conditions Définitives concernées (le « **Taux d'Intérêt** »).

1.8.1	Intérêts des Titres à Taux Fixe
--------------	--

Chaque Titre à Taux Fixe porte un intérêt calculé sur son montant nominal non remboursé, à partir de la Date de Début de Période d'Intérêts, à un taux annuel (exprimé en pourcentage) égal au Taux d'Intérêt, cet intérêt étant payable à terme échu (sauf s'il en est prévu autrement dans les Conditions Définitives concernées) à chaque Date de Paiement du Coupon.

Si un montant de coupon fixe ("**Montant de Coupon Fixe**") ou un montant de coupon brisé ("**Montant de Coupon Brisé**") (selon le cas un "**Montant de Coupon**") est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, le montant d'intérêts payable à chaque Date de Paiement du Coupon sera égal au Montant de Coupon Fixe ou, si applicable, au Montant de Coupon Brisé ainsi indiqué et dans le cas d'un Montant de Coupon Brisé, il sera payable à la (aux) Date(s) de Paiement du Coupon mentionnée(s) dans les Conditions Définitives concernées.

1.8.2	Production d'intérêts
--------------	------------------------------

Les intérêts cesseront de courir pour chaque Titre à la date de remboursement, à moins qu'à cette date de remboursement, le remboursement soit indûment retenu ou refusé, auquel cas les intérêts continueront de

courir (aussi bien avant qu'après une éventuelle décision de justice) au Taux d'Intérêt, conformément aux modalités du présent Article jusqu'à la Date de Référence.

1.8.3 Montants de Remboursement Minimum/Maximum et Arrondis

(i) Montants de Remboursement Minimum/Maximum

Si un Montant de Remboursement Minimum ou Maximum est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, ce Montant de Remboursement ne pourra excéder ce maximum ni être inférieur à ce minimum, selon le cas. Sauf si un Taux d'Intérêt Minimum supérieur est précisé, le Taux d'Intérêt Minimum sera réputé être égal à zéro.

(ii) Arrondis

Pour tout calcul devant être effectué aux termes des présentes Modalités (sauf indication contraire), (a) tous les pourcentages résultant de ces calculs seront arrondis, si besoin est, à la cinquième décimale la plus proche (les demis étant arrondis au chiffre supérieur), (b) tous les chiffres seront arrondis jusqu'au septième chiffre après la virgule (les demis étant arrondis à la décimale supérieure) et (c) tous les montants en devises devenus exigibles seront arrondis à l'unité la plus proche de ladite devise (les demis étant arrondis à l'unité supérieure), à l'exception du Yen qui sera arrondi à l'unité inférieure. Pour les besoins du présent Article, "unité" signifie la plus petite subdivision de la devise ayant cours dans le pays de cette devise.

1.8.4 Calculs

Le montant d'intérêt afférant à chaque Titre, quelle que soit la période, sera calculé en appliquant le Taux d'Intérêt au principal non remboursé de chaque Titre et en multipliant le résultat ainsi obtenu par la Méthode de Décompte des Jours sauf si un Montant de Coupon (ou une formule permettant son calcul) est indiqué pour cette période, auquel cas le montant de l'intérêt payable afférant au Titre pour cette même période sera égal audit Montant de Coupon (ou sera calculé conformément à la formule permettant son calcul). Si une quelconque Période d'Intérêts comprend deux ou plusieurs Périodes d'Intérêts Courus, le montant de l'intérêt payable au titre de cette Période d'Intérêts sera égal à la somme des intérêts payables au titre de chacune desdites Périodes d'Intérêts Courus.

1.8.5 Détermination et publication des Montants de Coupon, des Montants de Remboursement Final, des Montants de Remboursement Anticipé et des Montants de Remboursement Optionnel

Dès que possible à la date à laquelle l'Émetteur et/ou l'Agent de Calcul ou l'Agent Financier, selon le cas, pourrait être amené à devoir calculer un quelconque montant ou procéder à des calculs, il calculera les Montants de Coupon pour chaque Valeur Nominale des Titres au cours de la Période d'Intérêts Courus correspondante. Il calculera également le Montant de Remboursement Final, le Montant de Remboursement Anticipé et le Montant de Remboursement Optionnel ou procédera à la détermination ou au calcul éventuellement nécessaire. Il notifiera ensuite les Montants de Coupon pour chaque Période d'Intérêts, ainsi que la Date de Paiement du Coupon concernée et, si nécessaire, le Montant de Remboursement Final, le Montant de Remboursement Anticipé et le Montant de Remboursement Optionnel, à l'Agent Financier, à l'Émetteur, à chacun des Agents Payeurs, aux Porteurs conformément à l'Article 1.26.2 et à tout autre Agent de Calcul désigné dans le cadre des Titres pour effectuer des calculs supplémentaires et ceci dès réception de ces informations. Si les Titres sont admis aux négociations sur un Marché Réglementé et que les règles applicables sur ce Marché Réglementé l'exigent, il communiquera également ces informations à ce Marché Réglementé et/ou aux Porteurs dès que possible après leur détermination. La détermination de chaque montant et chacune des déterminations ou calculs ainsi effectués seront (en l'absence d'erreur manifeste) définitifs.

1.8.6 Agent de Calcul

L'Émetteur s'assurera qu'il y a à tout moment un ou plusieurs Agents de Calcul si cela est indiqué dans les Conditions Définitives concernées et cela aussi longtemps que des Titres seront en circulation. Dans

l'hypothèse où plusieurs Agents de Calcul seraient désignés en ce qui concerne les Titres, toute référence dans les présentes Modalités à l'Agent de Calcul devra être interprétée comme se référant à chacun des Agents de Calcul agissant en vertu des présentes Modalités. Si l'Agent de Calcul n'est plus en mesure ou ne souhaite plus intervenir en cette qualité, ou si l'Agent de Calcul ne peut procéder au calcul du Montant de Coupon, du Montant de Remboursement Final, du Montant de Remboursement Optionnel ou du Montant de Remboursement Anticipé, selon le cas, ou ne peut remplir toute autre obligation, l'Émetteur désignera une banque de premier rang ou une banque d'investissement intervenant sur le marché interbancaire (ou, si cela est approprié, sur le marché monétaire, le marché des contrats d'échanges ou le marché de gré à gré des options sur indice) le plus étroitement lié au calcul et à la détermination devant être effectués par l'Agent de Calcul (agissant par l'intermédiaire de son bureau principal à Paris, selon le cas, ou tout autre bureau intervenant activement sur ce marché) pour intervenir en cette qualité à sa place.

1.9	Devises d'Émission
------------	---------------------------

Euro ou toute autre devise autorisée par la réglementation française applicable au moment de l'Émission conformément à l'article D. 213-6 du Code monétaire et financier.

1.10	Maturité – Paiement – Fiscalité
-------------	--

1.10.1	Maturité : remboursement, achat et options
---------------	---

L'échéance des Titres sera fixée conformément à la législation et à la réglementation française, ce qui implique qu'à la date des présentes la durée des Émissions de Titres doit être supérieure à 1 an (365 jours ou 366 jours les années bissextiles). L'échéance maximale des Titres est fixée à sept (7) ans.

(a) Remboursement à l'échéance

A moins qu'il n'ait déjà été remboursé, racheté ou annulé tel qu'il est précisé ci-après, chaque Titre sera remboursé à la Date d'Échéance indiquée dans les Conditions Définitives concernées, à son Montant de Remboursement Final (qui, sauf stipulation contraire, est égal à son montant nominal).

(b) Option de Remboursement au gré de l'Émetteur et Remboursement Partiel

Si une Option de Remboursement au gré de l'Émetteur est mentionnée dans les Conditions Définitives concernées, l'Émetteur pourra, sous réserve du respect de toute loi, réglementation ou directive applicable, et à condition d'en aviser de façon irrévocable les Porteurs au moins quinze (15) jours calendaires et au plus trente (30) jours calendaires à l'avance conformément à l'Article 1.26.2 (ou tout autre préavis indiqué dans les Conditions Définitives concernées), procéder au remboursement de la totalité ou, le cas échéant, une partie des Titres à la Date de Remboursement Optionnel. Chacun de ces remboursements de Titres sera effectué au Montant de Remboursement Optionnel majoré, le cas échéant, des intérêts courus jusqu'à la date fixée pour le remboursement conformément aux Conditions Définitives concernées. Chacun des remboursements ou exercices partiels devra concerner des Titres d'un montant nominal au moins égal au Montant de Remboursement Minimum remboursable tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées et ne pourra excéder le Montant de Remboursement Maximum remboursable tel qu'indiqué dans les Conditions Définitives concernées.

Tous les Titres qui feront l'objet d'un tel avis seront remboursés ou l'option au gré de l'Émetteur qui leur est applicable sera exercée à la date indiquée dans cet avis conformément au présent Article.

En cas de remboursement partiel ou d'exercice partiel d'une Option de Remboursement par l'Émetteur, le remboursement pourra être réalisé, au choix de l'Émetteur par réduction du montant nominal des Titres d'une même Émission proportionnellement au montant nominal remboursé.

(c) Remboursement anticipé

Le Montant de Remboursement Anticipé exigible pour tout Titre, lors d'un remboursement dudit Titre conformément à l'Article 1.10.1 (d), sera égal au Montant de Remboursement Final majoré de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée, à moins qu'il n'en soit stipulé autrement dans les Conditions Définitives concernées.

(d) Remboursement pour raisons fiscales

- (i) Si, à l'occasion d'un remboursement du principal ou d'un paiement d'intérêt, l'Émetteur se trouvait contraint d'effectuer des paiements supplémentaires conformément à l'Article 1.10.3 (b) ci-après, en raison de changements dans la législation ou la réglementation française ou pour des raisons tenant à des changements dans l'application ou l'interprétation officielles de ces textes faits par des autorités compétentes françaises, entrés en vigueur après la Date d'Émission, il pourra alors, à une quelconque Date de Paiement du Coupon ou, si cela est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, à tout moment à condition d'en avertir par un avis les Porteurs conformément aux stipulations de l'Article 1.26.2, au plus tôt soixante (60) jours calendaires et au plus tard trente (30) jours calendaires avant ledit paiement (cet avis étant irrévocable), rembourser en totalité, et non en partie seulement, les Titres au Montant de Remboursement Anticipé majoré, à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans les Conditions Définitives concernées, de tous les intérêts courus jusqu'à la date de remboursement fixée, à condition que la date de remboursement fixée faisant l'objet de l'avis ne soit pas antérieure à la date la plus éloignée à laquelle l'Émetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le paiement du principal et des intérêts sans avoir à effectuer les retenues à la source françaises.
- (ii) Si, lors du prochain remboursement du principal ou lors du prochain paiement des intérêts relatif aux Titres, le paiement par l'Émetteur de la somme totale alors exigible par les Porteurs était prohibé par la législation française, malgré l'engagement de payer toute somme supplémentaire prévue à l'Article 1.10.3 (b) ci-après, l'Émetteur en avisera immédiatement l'Agent Financier. L'Émetteur, sous réserve d'un préavis de sept (7) jours calendaires adressé aux Porteurs conformément à l'Article 1.26.2, devra alors rembourser la totalité, et non une partie seulement, des Titres alors en circulation à leur Montant de Remboursement Anticipé, majoré, à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans les Conditions Définitives concernées, de tout intérêt couru jusqu'à la date de remboursement fixée, à compter de (A) la Date de Paiement du Coupon la plus éloignée à laquelle le complet paiement afférent à ces Titres pouvait effectivement être réalisé par l'Émetteur sous réserve que, si le préavis indiqué ci-dessus expire après cette Date de Paiement du Coupon, la date de remboursement des Porteurs soit la plus tardive entre (i) la date la plus éloignée à laquelle l'Émetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le paiement de la totalité des montants dus au titre des Titres et (ii) quatorze (14) jours calendaires après en avoir avisé l'Agent Financier ou (B) si cela est indiqué dans les Conditions Définitives concernées, à tout moment, à condition que la date de remboursement prévue faisant l'objet de l'avis soit la date la plus éloignée à laquelle l'Émetteur est, en pratique, en mesure d'effectuer le paiement de la totalité des montants dus au titre des Titres ou si cette date est dépassée, dès que cela est possible.

(e) Rachats

L'Émetteur pourra à tout moment procéder à des rachats de Titres en bourse ou hors bourse (y compris par le biais d'offre publique) à un prix quelconque, conformément aux lois et règlements en vigueur.

Tous les Titres rachetés par ou pour le compte de l'Émetteur pourront au gré de l'Émetteur, sauf disposition contraire dans les Conditions Définitives concernées, être conservés conformément aux lois et règlements applicables, aux fins de favoriser la liquidité desdits Titres, ou annulés conformément à l'Article 1.10.1 (f).

(f) Annulation

Les Titres rachetés par l'Émetteur et qu'il souhaite annuler le seront par transfert sur un compte conformément aux règles et procédures d'Euroclear France. A condition d'être transférés et restitués, tous ces Titres seront, comme tous les Titres remboursés par l'Émetteur, immédiatement annulés (ainsi que tous les droits relatifs au paiement des intérêts et aux autres montants relatifs à ces Titres). Les Titres ainsi annulés ou, selon le cas, transférés et restitués pour annulation ne pourront être ni réémis ni revendus et l'Émetteur sera libéré de toute obligation relative à ces Titres.

1.10.2 Paiements

(a) Méthode de paiement

Tout paiement en principal et en intérêts relatif aux Titres sera effectué par transfert sur un compte libellé dans la Devise Prévvue ouvert auprès des Teneurs de Compte, au profit des Porteurs. Tous les paiements valablement effectués auprès desdits Teneurs de Compte libéreront l'Émetteur de ses obligations de paiement.

(b) Paiements sous réserve de la législation applicable

Tous les paiements seront soumis à toute législation, réglementation, ou directive, notamment fiscale, applicable sans préjudice des stipulations de l'Article 1.10.3. Aucune commission ou frais ne sera supporté par les Porteurs à l'occasion de ces paiements.

(c) Désignation des Agents

L'Agent Financier, l'Agent Payeur agissent uniquement en qualité de mandataire de l'Émetteur (et l'Agent de Calcul le cas échéant désigné comme expert indépendant) et, en toutes hypothèses, ne peuvent être considérés comme mandataires des Porteurs (sauf convention contraire). L'Émetteur se réserve le droit de modifier ou résilier à tout moment le mandat de l'Agent Financier, de tout Agent Payeur, de tout Agent de Calcul et de nommer d'autre(s) Agent Financier(s), Agent(s) Payeur(s), Agent(s) de Calcul ou Etablissement(s) Mandataire(s) ou des Agent(s) Payeur(s), Agent(s) de Calcul ou Etablissement(s) Mandataire(s) supplémentaires, à condition qu'à tout moment il y ait (i) un Agent Financier, (ii) un Agent Payeur disposant d'un établissement dans une ville européenne importante (cette ville étant Paris aussi longtemps que les Titres seront admis aux négociations sur Euronext Paris), (iii) un ou plusieurs Agents de Calcul lorsque les Modalités l'exigent, et (iv) tout autre agent qui pourra être exigé par les règles de tout autre Marché Réglementé sur lequel les Titres sont admis aux négociations.

Une telle modification ou toute modification d'un bureau désigné devra faire l'objet d'un avis transmis sans délai aux Porteurs conformément aux stipulations de l'Article 1.26.2.

(d) Jours Ouvrés pour paiement

Si une quelconque date de paiement concernant un quelconque Titre ou Coupon n'est pas un Jour Ouvré, le Porteur ne pourra prétendre à aucun paiement jusqu'au Jour Ouvré suivant, à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans les Conditions Définitives concernées, ni à aucun intérêt ni aucune autre somme au titre de ce report.

1.10.3

Fiscalité

(a) Exonération fiscale

Tous les paiements de principal, d'intérêts et d'autres produits afférents aux Titres effectués par ou pour le compte de l'Émetteur seront effectués sans aucune retenue à la source ou prélèvement au titre de tout impôt ou taxe de toute nature, imposés, levés ou recouverts par ou pour le compte de la France, ou l'une de ses autorités ayant le pouvoir de lever l'impôt, à moins que cette retenue à la source ou ce prélèvement ne soit exigé par la loi.

(b) Montants supplémentaires

Si en vertu de la législation française, les paiements en principal ou en intérêts afférents à tout Titre devaient être soumis à un prélèvement ou à une retenue au titre de tout impôt ou taxe, présent ou futur, l'Émetteur s'engage, dans toute la mesure permise par la loi, à majorer ses paiements de sorte que les Porteurs perçoivent l'intégralité des sommes qui leur auraient été versées en l'absence d'un tel prélèvement ou d'une telle retenue, étant précisé que l'Émetteur ne sera pas tenu de majorer les paiements relatifs à tout Titre dans les cas suivants :

(i) Autre lien

le Porteur, ou un tiers agissant en son nom, est redevable en France desdits impôts ou droits autrement que du fait de la seule propriété desdits Titres ; ou

(ii) Paiement à des personnes physiques

ce prélèvement ou cette retenue porte sur le montant d'un paiement effectué auprès d'une personne physique et est effectué(e) conformément à toute Directive de l'Union Européenne

<p>mettant en œuvre les conclusions dégagées par le Conseil ECOFIN lors de sa délibération des 26 et 27 novembre 2000 ou toute délibération du Conseil ECOFIN sur l'imposition des revenus de l'épargne ou conformément à toute loi mettant en œuvre cette directive, s'y conformant, ou adoptée dans le but de s'y conformer.</p> <p>Les références dans les présentes Modalités (a) au "principal" sont réputées inclure toute prime payable sur les Titres, tous Montants de Remboursement Final, tous Montants de Remboursement Anticipé, tous Montants de Remboursement Optionnel et toute autre somme en principal, payable conformément à l'Article 1.10.1 ou à toute disposition qui viendrait le modifier ou le compléter, et (b) à des "intérêts" seront réputées inclure tous les Montants d'Intérêts et tous autres montants payables conformément à l'Article 1.8 ou à toute disposition qui viendrait le modifier ou le compléter.</p>	
1.11	Montant unitaire minimal des Émissions
<p>Le montant unitaire, déterminé au moment de chaque Émission, sera au moins égal à 1.000.000 euros, ou la contre-valeur de ce montant en devises étrangères.</p>	
1.12	Dénomination minimale des Titres
<p>Les Titres d'une même Émission auront la valeur nominale indiquée dans les Conditions Définitives concernées (la "Valeur Nominale"), étant rappelé qu'il ne peut y avoir qu'une seule Valeur Nominale par Émission.</p> <p>Les Titres admis aux négociations sur un Marché Réglementé dans des circonstances qui exigent la publication d'un prospectus conformément à la Directive 2003/71/CE du Parlement Européen et du Conseil en date du 4 novembre 2003, telle que modifiée (notamment par la directive 2010/73/UE du Parlement Européen et du Conseil du 24 novembre 2010) (la "Directive Prospectus") auront une valeur nominale unitaire supérieure ou égale à 150.000 euros (ou la contre-valeur de ce montant dans une autre devise) ou à tout autre montant supérieur qui pourrait être autorisé ou requis par toute autorité compétente concernée ou toute loi ou réglementation applicable à la Devise Prévues.</p>	
1.13	Rang
<p>Les Titres constitueront des engagements directs, inconditionnels, non subordonnés et non assortis de sûretés de l'Émetteur, venant au même rang entre eux et (sous réserve des exceptions légales impératives du droit français) au même rang que toutes les autres dettes et garanties chirographaires, présentes ou futures de l'Émetteur.</p>	
1.14	Droit applicable au programme
<p>Les Titres sont émis dans le cadre de la législation française et sous soumis aux dispositions des articles L. 213-1 A à L. 213-4 et D. 213-1 A à D.213-4 du Code Monétaire et Financier.</p> <p>Tout litige, auquel les Titres émis dans le cadre du présent Programme pourra donner lieu, sera interprété au regard des règles de droit français et devra être porté devant les tribunaux compétents situés à Paris.</p>	
1.15	Admission des titres sur un marché réglementé
<p>L'Unédic pourra émettre des Titres (i) cotés sur Euronext Paris et/ou sur tout autre Marché Réglementé conformément à la Directive Prospectus ou sur tout marché non réglementé qui pourra être indiqué dans les Conditions Définitives (ii) ou non cotés.</p> <p>En vue de l'admission des Titres sur Euronext Paris, un Prospectus de Base (le "Prospectus de Base") devra faire l'objet d'un visa par l'Autorité des marchés financiers ("AMF") conformément aux dispositions légales et réglementaires et directives communautaires applicables.</p> <p>Le Prospectus de Base sera mis à la disposition du public sur le site de l'Unédic à l'adresse suivante : https://www.unedic.org/investors</p>	

Il pourra être référé aux émissions de Titres admis aux négociations sur Euronext Paris sur le site internet d'Euronext Paris à l'adresse suivante : http://www.boursedeparis.fr/	
1.16	Système de règlement- livraison d'émission
Euroclear France	
1.17	Notation(s) du programme
Noté AA par Fitch Ratings et Aa2 par Moody's Investors Services (Voir Annexe I) Les notations sont susceptibles d'être revues à tout moment par les agences de notation. Les investisseurs sont invités à se reporter aux sites internet des agences concernées afin de consulter la notation en vigueur.	
1.18	Garantie
Sans objet. Les Titres ne font l'objet d'aucune garantie de l'État français.	
1.19	Agent(s) Domiciliaire(s)
BNP Paribas / BNP Paribas Securities Services.	
1.20	Arrangeur
Sans objet	
1.21	Mode de placement envisagé
Les Titres seront souscrits et placés par des Agents Placeurs désignés à tout moment par l'Émetteur. A la date de la présente Documentation Financière, l'Émetteur a désigné les Agents Placeurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> • BNP Paribas • Crédit Agricole CIB • Société Générale • BRED Banque Populaire • HSBC France • Crédit Industriel et Commercial • Banque Fédérative du Crédit Mutuel • Natixis • Merrill Lynch International Ltd • HPC OTCex Group • Deutsche Bank AG • Unicredit Bank AG • RBS Plc • Tullett Prebon (Europe) Ltd. L'Émetteur pourra ultérieurement remplacer un Agent Placeur ou nommer d'autres Agents Placeurs ; une liste à jour desdits Agents Placeurs sera communiquée aux investisseurs sur demande déposée auprès de l'Émetteur.	
1.22	Restrictions à la vente
Se référer à la section « Souscription et Vente » du Prospectus de Base.	
1.23	Taxation

La présente Documentation Financière ne décrit pas le régime fiscal applicable aux Titres ni les éléments fiscaux à considérer pour prendre une décision d'acquérir, posséder ou céder des Titres. Les investisseurs ou bénéficiaires des Titres sont invités à consulter leur propre conseil fiscal sur les conséquences fiscales de toute acquisition, possession ou cession de Titres au regard de leur propre situation.

1.24 Implication d'autorités nationales

- **La Banque de France**, auprès de laquelle est déposée la Documentation Financière et qui est chargée de veiller au respect par l'Émetteur des conditions d'émission prévues à l'article L. 213-3 du Code Monétaire et Financier, conformément aux articles L. 213-1 à L. 213-4 dudit code ;
- **L'Autorité des marchés financiers**, au titre de l'admission des titres aux négociations sur un Marché Réglementé, conformément à l'article 212-2 du Règlement général de l'AMF.

1.25 Coordonnées des personnes assurant la mise en œuvre du programme

Monsieur Vincent DESTIVAL
Directeur Général
Unédic
4, rue Traversière
75012 Paris, France
Téléphone : 01 44 87 64 74
Télécopie : 01 44 87 65 29
Email : vdestival@unedic.fr

Responsable du Programme
Monsieur Philippe EBERSCHWEILER
Directeur Finances et Trésorerie
Unédic
4, rue Traversière
75012 Paris, France
Téléphone : 01 44 87 64 47
Télécopie : 01 46 28 04 71
Email : peberschweiler@unedic.fr

Monsieur Jun DUMOLARD
Responsable de Trésorerie
Unédic
4, rue Traversière
75012 Paris, France
Téléphone : 01 44 87 64 48
Télécopie : 01 46 28 04 71
Email : jdumolard@unedic.fr

1.26 Informations complémentaires relatives au programme

1.26.1 Prescription

Les actions à l'encontre de l'Émetteur relatives à toute somme due au titre des Titres seront prescrites dans un délai de dix (10) ans (pour le principal) ou de cinq (5) ans (pour les intérêts) à partir de leur date d'exigibilité.

1.26.2	Avis
<p>(a) Les avis adressés aux Porteurs de Titres au porteur seront valables s'ils sont publiés (i) dans un quotidien économique et financier de large diffusion en Europe (qui sera en principe le <i>Financial Times</i>) et (ii) aussi longtemps que ces Titres seront admis aux négociations sur un Marché Réglementé et que les règles de ce Marché Réglementé l'exigeront, dans un quotidien économique et financier de diffusion générale dans la (les) ville(s) où ces Titres sont admis aux négociations, qui dans le cas d'Euronext Paris sera, en principe, <i>La Tribune</i> ou <i>Les Echos</i>, et de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce Marché Réglementé.</p> <p>(b) Si une telle publication ne peut en pratique être réalisée, l'avis sera réputé valablement donné s'il est publié dans un quotidien économique et financier reconnu et largement diffusé en Europe. Les Porteurs seront considérés comme ayant eu connaissance du contenu de ces avis à leur date de publication, ou dans le cas où l'avis serait publié plusieurs fois ou à des dates différentes, à la date de la première publication telle que décrite ci-dessus.</p> <p>(c) Les avis devant être adressés aux Porteurs conformément aux présentes Modalités pourront être délivrés à Euroclear France, Euroclear, Clearstream, Luxembourg et à tout autre système de compensation auprès duquel les Titres sont alors compensés en lieu et place de l'envoi et de la publication prévus aux Articles 1.26.2 (a) et (b) ci-dessus étant entendu toutefois qu'aussi longtemps que ces Titres seront admis aux négociations sur un quelconque Marché Réglementé et que les règles applicables à ce Marché Réglementé l'exigeront, les avis devront être également publiés dans un quotidien économique et financier de large diffusion dans la (les) villes où ces Titres sont admis aux négociations, qui dans le cas d'Euronext Paris sera, en principe, <i>La Tribune</i> ou <i>Les Echos</i> et de toute autre manière requise, le cas échéant, par les règles applicables à ce Marché Réglementé.</p>	
1.26.3	Définitions
<p>"Date d'Émission" signifie pour une Émission considérée la date de règlement des Titres émise dans le cadre de cette Émission.</p> <p>"Date de Début de Période d'Intérêts" signifie la Date d'Émission ou toute autre date qui pourra être mentionnée dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p>"Date de Détermination du Coupon" signifie, en ce qui concerne un Taux d'Intérêt et une Période d'Intérêts Courus, la date définie comme telle dans les Conditions Définitives concernées ou, si aucune date n'est précisée (i) le jour se situant deux (2) Jours Ouvrés TARGET avant le premier (1^{er}) jour de ladite Période d'Intérêts Courus si la Devise Prévue est l'Euro ou (ii) le premier (1^{er}) jour de cette Période d'Intérêts Courus si la Devise Prévue est la livre sterling ou (iii) si la Devise Prévue n'est ni la livre sterling ni l'Euro, le jour se situant deux (2) Jours Ouvrés dans la ville indiquée dans les Conditions Définitives concernées précédant le premier (1^{er}) jour de cette Période d'Intérêts Courus.</p> <p>"Date de Paiement du Coupon" signifie la ou les dates mentionnées dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p>"Date de Période d'Intérêts Courus" signifie chaque Date de Paiement du Coupon à moins qu'il n'en soit indiqué autrement dans les Conditions Définitives concernées.</p> <p>"Date de Référence" signifie pour tout Titre, la date à laquelle le paiement auquel ces Titres peuvent donner lieu devient exigible ou (dans l'hypothèse où tout montant exigible ne serait pas payé sans que cela soit justifié ou ferait l'objet d'un retard de paiement injustifié) la date à laquelle le montant non encore payé est entièrement payé.</p> <p>"Devise Prévue" signifie la devise mentionnée dans les Conditions Définitives.</p> <p>"Jour Ouvré" signifie</p> <ul style="list-style-type: none"> - pour l'euro, un jour (autre qu'un samedi ou dimanche) où le Système européen de transfert express automatisé de règlements bruts en temps réel (TARGET2) ("Système TARGET"), ou tout système qui lui succéderait, fonctionne (un "Jour Ouvré TARGET") ; 	

- pour une Devise Prévue autre que l'euro, un jour (autre qu'un samedi ou dimanche) où les banques commerciales et les marchés de change procèdent à des règlements sur la principale place financière de cette devise ;

"**Méthode de Décompte des Jours**" signifie, pour le calcul d'un Montant de Coupon pour un Titre sur une période quelconque (commençant le premier jour (inclus) de cette période et s'achevant le dernier jour (exclu) de cette période) (que cette période constitue ou non une Période d'Intérêts, ci-après la "**Période de Calcul**"), la méthode "**Exact/Exact - ICMA**". Dans ce cas :

- (A) si la Période de Calcul est d'une durée inférieure ou égale à la Période de Détermination dans laquelle elle se situe, il s'agit du nombre de jours dans la Période de Calcul divisé par le produit (x) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (y) du nombre de Périodes de Détermination se terminant normalement dans une année calendaire ; et
- (B) si la Période de Calcul est d'une durée supérieure à la Période de Détermination, il s'agit de la somme :
- (x) du nombre de jours de ladite Période de Calcul se situant dans la Période de Détermination au cours de laquelle elle commence, divisé par le produit (1) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (2) du nombre de Périodes de Détermination qui se terminent normalement dans une année calendaire, et
 - (y) du nombre de jours de ladite Période de Calcul se situant dans la Période de Détermination suivante, divisé par le produit (1) du nombre de jours de ladite Période de Détermination et (2) du nombre de Périodes de Détermination qui se terminent normalement dans une année calendaire,

où, dans chaque cas, "**Période de Détermination**" signifie la période commençant à partir d'une Date de Détermination du Coupon (incluse) d'une quelconque année calendaire et s'achevant à la prochaine Date de Détermination du Coupon (exclue) et "**Date de Détermination du Coupon**" signifie la date indiquée comme telle dans les Conditions Définitives concernées, ou si aucune date n'y est indiquée, la Date de Paiement du Coupon.

"**Période d'Intérêts**" signifie la période commençant à la Date de Début de Période d'Intérêts (incluse) et finissant à la première Date de Paiement du Coupon (exclue) ainsi que chaque période suivante commençant à une Date de Paiement du Coupon (incluse) et finissant à la Date de Paiement du Coupon suivante (exclue).

"**Période d'Intérêts Courus**" signifie la période commençant à la Date de Début de Période d'Intérêts (incluse) et finissant à la première Date de Période d'Intérêts Courus du Coupon (exclue) ainsi que chaque période suivante commençant à une Date de Période d'Intérêts Courus du Coupon (incluse) et finissant à la Date de Période d'Intérêts Courus du Coupon suivante (exclue).

1.26.4

Facteurs de risques

Les facteurs de risques présentant, selon l'Émetteur, de l'importance pour la prise de décisions d'investissement dans les Titres et/ou pouvant altérer sa capacité à remplir les obligations que lui imposent les Titres à l'égard des investisseurs seront, en cas d'admission des Titres sur Euronext Paris, présentés dans le Prospectus de Base.

1.27

Langue de la Documentation Financière faisant foi

Cette Documentation Financière a été rédigée en français. Une traduction indicative en anglais, mise à disposition par l'Émetteur, peut être proposée, toutefois seule la version française déposée auprès de la Banque de France fait foi.

SECTION 2 : DESCRIPTION DE L'ÉMETTEUR

Article D. 213-9, 2° du Code monétaire et financier et Article 7, 3° de l'arrêté du 30 mai 2016 et les réglementations postérieures

2.1 Dénomination sociale de l'Émetteur

Unédic

2.2 Forme juridique, législation applicable à l'Émetteur et tribunaux compétents

2.2.1 Forme juridique

L'Émetteur est une association de droit privé à but non lucratif constituée sous le régime de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association.

2.2.2 Législation applicable

Législation régissant les activités de l'Émetteur

L'Émetteur est soumis au droit français et en particulier aux dispositions de la loi du 1^{er} juillet 1901 relative au contrat d'association ainsi qu'aux dispositions du Code du travail et des conventions nationales visées ci-après relatives aux institutions d'assurance chômage et à l'assurance chômage. Ces conventions sont applicables à tous les employeurs du secteur privé.

L'Émetteur assure la mise en œuvre des textes relatifs à l'assurance chômage.

- Les conventions relatives aux institutions de l'assurance chômage

A la convention du 31 décembre 1958 succèdent la convention du 24 février 1984, puis celle du 22 mars 2001 relative aux institutions conclues pour une durée indéterminée, qui ont maintenu les institutions créées en 1958. La convention du 22 mars 2001 régit actuellement le fonctionnement interne de l'Émetteur, en complément de ses statuts.

- Les conventions d'assurance chômage

Depuis 1984, des conventions d'assurance chômage sont conclues pour une durée déterminée par les partenaires sociaux en fonction notamment de la situation financière de l'assurance chômage. Ces conventions sont ensuite agréées par les autorités nationales compétentes en matière d'emploi afin qu'elles s'appliquent obligatoirement à l'ensemble des employeurs et salariés du secteur privé. L'Émetteur est chargé de la mise en œuvre de ces conventions d'assurance chômage.

La dernière convention relative à l'indemnisation du chômage en date du 14 avril 2017, venant en remplacement de la précédente convention en date du 14 mai 2014, sera applicable, pour l'essentiel de ses dispositions, à partir du 1^{er} octobre 2017.

Conformité et prorogation de la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014

La convention du 14 mai 2014 visait à (i) renforcer la sécurisation des salariés dans leur parcours entre emploi et chômage, pour lutter contre la précarité, (ii) à inciter plus fortement à la reprise d'emploi et, d'une manière générale, (iii) à simplifier les règles pour les rendre plus lisibles. Elle prévoyait notamment de nouvelles règles relatives aux droits rechargeables et au cumul salaire / allocation chômage.

Cette convention et le règlement qui y est annexé ont été agréés par arrêté du ministre du Travail, de l'Emploi et du Dialogue Social, en date du 25 juin 2014⁸.

Par décision en date du 5 octobre 2015, le Conseil d'État a annulé trois dispositions du règlement général annexé à la convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 relatives (i) aux modalités de récupération

⁸ Journal Officiel de la République Française – JORF n° 0146 du 26 juin 2014

des trop-perçus, (ii) aux conséquences des périodes non déclarées et (iii) à la prise en compte des indemnités prud'homales dans le calcul du différé spécifique d'indemnisation.

L'annulation des deux premières mesures, n'impactant pas la convention d'assurance chômage, a pris effet immédiatement et les dispositions correspondantes ont été supprimées en ce qu'elles ne pouvaient légalement faire l'objet d'un agrément. En revanche, les dispositions relatives au différé d'indemnisation formant un tout indivisible avec les autres dispositions de la convention d'assurance chômage, le Conseil d'État a prononcé l'annulation totale de l'agrément de ladite convention, à partir du 1^{er} mars 2016, pour permettre de prendre les mesures permettant la continuité du dispositif d'assurance chômage.

Les partenaires sociaux se sont ainsi réunis le 18 décembre 2015 afin de mettre la convention du 14 mai 2014 en conformité avec la loi par voie d'avenant en vue d'un nouvel agrément de la convention. Cet avenant a été signé le 18 décembre 2015 et est entré en vigueur le 1^{er} mars 2016.

La convention d'assurance chômage du 14 mai 2014 a été conclue pour une durée déterminée allant du 1^{er} juillet 2014 au 30 juin 2016. Les mesures d'application du régime d'assurance chômage sont déterminées par décret en Conseil d'État en l'absence d'accord entre les partenaires sociaux sur les termes d'une nouvelle convention d'assurance chômage. En application de l'article L. 5422-20 du Code du travail et à défaut d'un tel accord entre les partenaires sociaux, les mesures d'application du régime d'assurance chômage ont été déterminées conformément aux termes du Décret n° 2016-869 du 29 juin 2016, auquel a été substitué le Décret n° 2016-8669 du 13 juillet 2016, relatif au régime d'assurance chômage des travailleurs involontairement privés d'emploi, qui prévoit la prorogation, dans leur version en vigueur au 30 juin 2016 et à l'exception des dispositions ou des stipulations qu'ils contiennent concernant leur durée d'application, de la convention du 14 mai 2014 et du règlement général annexé à ladite convention, jusqu'à l'entrée en vigueur de l'arrêté portant agrément d'une nouvelle convention d'assurance chômage convenue entre les partenaires sociaux.

Adoption de la nouvelle convention d'assurance chômage

Une nouvelle convention d'assurance chômage a été conclue le 14 avril 2017 par les partenaires sociaux. La convention d'assurance chômage du 14 avril 2017 a été agréée par arrêté du ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social en date du 4 mai 2017² en application notamment des dispositions des articles L.5422-20 à L.5422-23 du Code du travail. La convention et les textes annexés déterminent les mesures d'application du régime d'assurance chômage à compter du 1^{er} octobre 2017 pour une durée de 3 ans, jusqu'au 30 septembre 2020.

À cette convention se trouve annexé un nouveau règlement général précisant notamment les règles d'attribution des allocations, les mesures favorisant le retour à l'emploi et la sécurisation des parcours professionnels, les modalités des demandes d'allocations et d'aides, d'information du salarié privé d'emploi ainsi que celles relatives au recouvrement des contributions destinées à financer l'assurance chômage.

Les principales modifications apportées au régime d'assurance chômage par la convention du 14 avril 2017 concernent notamment (i) le calcul de l'allocation chômage, qui est désormais basé sur le nombre de jours travaillés (quelle que soit la durée des contrats de travail, avec une prise en compte homogène des jours de travail nécessaires pour l'ouverture des droits), (ii) la modification de la durée maximale d'indemnisation pour les chômeurs de plus de 50 ans (échelonnée de 24 mois à 36 mois maximum pour les chômeurs de plus de 55 ans), (iii) le différé spécifique d'indemnisation en cas de versement d'indemnités supra-légales (ramené de 180 à 150 jours), (iv) la création d'une contribution exceptionnelle temporaire mise en place pour une durée maximale de 3 ans (soit jusqu'au 30 septembre 2020 au plus tard), dont le taux est de 0,05%, à la charge exclusive de l'employeur et (v) la suppression de la modulation actuelle des contributions patronales à l'assurance chômage pour les contrats à durée déterminée.

Ces modifications ont notamment pour objectif d'infléchir la trajectoire financière et d'améliorer la trésorerie de l'Unédic. Ces modifications pourraient avoir pour conséquences pour l'Émetteur, à terme, de réduire le recours à l'emprunt.

² Journal Officiel de la République Française – JORF n°0107 du 6 mai 2017

2.3	Date de constitution												
<p>L'Unédic a été instituée par une convention nationale interprofessionnelle du 31 décembre 1958 créant un régime national interprofessionnel d'Assurance Chômage, signée entre les organisations représentatives d'employeurs et de salariés au plan national et interprofessionnel.</p> <p>L'Émetteur a déposé ses statuts au bureau des associations de la Préfecture de police le 23 janvier 1959 et a commencé son activité le 5 février 1959. Par la suite, l'Émetteur a été immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Paris en date du 20 janvier 1994 pour une durée indéterminée.</p> <p>Histoire & évolution de l'Émetteur</p> <p>L'Émetteur est un organisme paritaire créé par l'accord national interprofessionnel du 31 décembre 1958 afin de gérer le régime d'assurance chômage. A cette époque, le champ d'application du régime d'assurance chômage était limité aux seules entreprises appartenant aux secteurs d'activité représentés au Conseil National du Patronat Français (CNPF). Il a été progressivement étendu à l'ensemble des professions du secteur privé. Les grandes étapes de cette extension sont les suivantes :</p> <table border="0" data-bbox="204 734 1417 1081"> <tr> <td data-bbox="204 734 478 801">1959</td> <td data-bbox="478 734 1417 801">Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPF)</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 801 478 869">1967</td> <td data-bbox="478 801 1417 869">Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 869 478 902">1974 - 1977</td> <td data-bbox="478 869 1417 902">Intégration du régime agricole</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 902 478 947">1979 - 1980</td> <td data-bbox="478 902 1417 947">Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 947 478 1014">1987</td> <td data-bbox="478 947 1417 1014">Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire</td> </tr> <tr> <td data-bbox="204 1014 478 1081">1999</td> <td data-bbox="478 1014 1417 1081">Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique</td> </tr> </table>		1959	Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPF)	1967	Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial	1974 - 1977	Intégration du régime agricole	1979 - 1980	Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles	1987	Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire	1999	Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique
1959	Intégration des branches de l'industrie et du commerce représentées au Conseil National du Patronat Français (CNPF)												
1967	Intégration de toutes les branches de l'industrie et du commerce et affiliation facultative des établissements publics de caractère industriel et commercial												
1974 - 1977	Intégration du régime agricole												
1979 - 1980	Intégration des gens de maison et des assistantes maternelles												
1987	Adhésion facultative révocable des collectivités locales et des établissements publics administratifs, autres que ceux de l'État, pour le personnel non statutaire												
1999	Adhésion facultative révocable des universités, des grandes écoles et des établissements publics à caractère scientifique et technologique												
2.4	Siège social et principal siège administratif (si différent)												
<p>Les coordonnées du siège social de l'Émetteur sont les suivantes : 4 rue Traversière, 75012 Paris, France, tel : +33 (0)1 44 87 64 00, site Internet : www.unedic.org.</p>													
2.5	Numéro d'immatriculation au Registre du Commerce et des Sociétés												
<p>L'Émetteur est immatriculé auprès du Registre du Commerce et des Sociétés de Paris sous le numéro d'identification unique 775 671 878 RCS Paris</p>													
2.6	Objet social résumé												
<p>Aux termes de l'article 2 de ses statuts en date du 31 janvier 2017, l'Émetteur a pour objet :</p> <ol style="list-style-type: none"> <li data-bbox="204 1563 1417 1653">(1) de gérer ou de financer tout dispositif d'indemnisation de la privation involontaire d'emploi, de prévention de la perte d'emploi, de maintien dans l'emploi et de formation sur le plan national et plus généralement tout dispositif relatif à l'emploi ; <li data-bbox="204 1675 1417 1742">(2) de procéder à toutes études et recherches dans le domaine de l'emploi sur le plan national et international ; <li data-bbox="204 1765 1417 1854">(3) d'assurer les liaisons nécessaires avec les services publics, les organismes et les instances, notamment les instances paritaires régionales dont l'activité concerne l'emploi et de leur apporter, en tant que de besoin, sa collaboration ; <li data-bbox="204 1877 1417 2002">(4) de communiquer aux instances paritaires régionales les orientations à prendre en compte pour l'application de la réglementation d'assurance chômage et mettre à leur disposition des informations et plus généralement tout élément utile à la réalisation de cette mission et au suivi des missions déléguées aux opérateurs de l'assurance chômage ; 													

- (5) de répondre aux sollicitations des instances paritaires régionales et y apporter, le cas échéant, les suites nécessaires ;
- (6) de prendre, dans le respect des dispositions de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, toutes initiatives de nature à favoriser le retour à l'emploi des travailleurs involontairement privés d'emploi ;
- (7) d'assurer, vis-à-vis de toute personnes n'ayant pas la qualité de membre, la défense des intérêts du régime d'assurance-chômage, devant toute juridiction ;
- (8) de s'assurer de la bonne application par tout membre du service public de l'emploi des dispositifs dont l'Unédic lui confie la mise en œuvre ;
- (9) de promouvoir la qualité des services offerts aux travailleurs involontairement privés d'emploi et aux entreprises ;
- (10) d'accéder à l'ensemble des informations nominatives recueillies par toute institution ou organisme à qui l'Unédic a confié un mandat ou une délégation et ce à des fins de gestion, de statistiques ou de contrôle ;
- (11) d'apporter son expertise, en particulier sur les domaines visés au présent article, aux autres membres du service public de l'emploi.
- (12) de gérer tout régime et tout fonds nécessaires à l'exécution des missions qui lui ont été ou lui seront dévolues par la loi, par décret, par accord des partenaires sociaux ou par convention avec tout autre organisme et dont elle s'engage à appliquer les réglementations. A cet effet, elle assure l'unité économique, juridique et sociale de chacun de ces dispositifs et des moyens mis en œuvre."

2.7 Renseignements relatifs à l'activité de l'Émetteur

En application de l'article L. 5427-1 du code du travail, l'Unédic gère les dispositifs conventionnels d'indemnisation des salariés involontairement privés d'emploi en France, c'est-à-dire (i) le régime paritaire d'Assurance Chômage, financé par les contributions des employeurs et des salariés, et (ii) les dispositifs spécifiques d'indemnisation ou de garantie (contrat de sécurisation professionnelle et assurance contre le risque de non-paiement des salaires pour le compte de l'association AGS).

L'Émetteur gère (i) le régime conventionnel et paritaire d'assurance chômage et (ii) d'autres dispositifs conventionnels.

(1) Le régime conventionnel de l'assurance chômage

- L'assurance chômage

Le régime d'assurance chômage mis en place par l'accord national interprofessionnel du 31 décembre 1958, est un régime conventionnel, dont les principes sont fixés par la loi. L'Émetteur gère paritairement les dispositifs conventionnels d'indemnisation des salariés involontairement privés d'emploi en France.

L'assurance chômage indemnise les salariés involontairement privés d'emploi qui satisfont à des conditions d'âge et d'une activité antérieure ayant donné lieu à versement de contributions d'assurance chômage. Les allocations d'assurance chômage sont calculées sur la base du salaire brut moyen des douze (12) derniers mois du salarié involontairement privé d'emploi. La durée de versement est déterminée en fonction de la durée de l'activité antérieure ayant donné lieu à affiliation au régime d'assurance chômage et l'âge du salarié privé d'emploi.

A l'origine, le régime d'assurance chômage ne concernait que les entreprises membres d'un syndicat professionnel. Toutefois, par étapes successives, il a été étendu à l'ensemble des entreprises du secteur privé et est devenu aujourd'hui un régime interprofessionnel. C'est un régime de base obligatoire : tous les employeurs du secteur privé doivent s'affilier à l'assurance chômage pour l'ensemble de leurs salariés⁹.

⁹ Art. L. 5422-13 C. Trav.

L'assurance chômage est financée par les contributions obligatoires des employeurs et des salariés au nom d'un principe de solidarité professionnelle. Ces contributions étaient recouvrées par Pôle emploi pour le compte de l'Émetteur. Depuis le 1^{er} janvier 2011, le recouvrement des contributions d'assurance chômage est essentiellement assuré pour le compte de l'Émetteur par l'Acoss et le réseau des Urssaf¹⁰. Ces ressources sont gérées par l'Émetteur. Leur montant, fixé par les partenaires sociaux dans la convention du 14 avril 2017 relative à l'indemnisation du chômage, évolue en fonction des dépenses à couvrir. Aujourd'hui, le taux de contribution est fixé à 6,4% et est réparti à raison de 4% à la charge de l'employeur et de 2,4% à la charge des salariés. Une contribution exceptionnelle temporaire a été mise en place par la convention d'assurance chômage du 14 avril 2017, pour toute la durée de la convention. Son taux est de 0,05% à la charge exclusive des employeurs. Cette contribution s'applique à l'ensemble des contrats de travail.

Les contributions servent à financer les allocations versées aux salariés privés d'emploi ayant suffisamment contribué. En application de l'article L. 5422-24 du Code du travail, 10% de ces contributions sont versées à Pôle Emploi pour ses dépenses de fonctionnement et d'investissement et ses interventions en vue du reclassement des travailleurs privés d'emploi. Pour 2016, le résultat des opérations de gestion technique est ressorti déficitaire à 3,87 milliards d'euros (en rapport à un montant global de produits de 35,536 milliards d'euros et un montant global de charges de 39,406 milliards d'euros).

- Afin de permettre à Pôle emploi d'assurer la continuité des missions précédemment exercées par les institutions d'assurance chômage, deux conventions de service ont été conclues en date du 19 décembre 2008 entre l'Émetteur et Pôle emploi relatives au service de l'allocation d'assurance chômage et au recouvrement des contributions à titre transitoire.

Dans ce cadre, l'Émetteur prescrit, notamment à Pôle emploi, les règles relatives à l'indemnisation du chômage et met en œuvre la politique financière de l'assurance chômage définie par les partenaires sociaux. Pour ce faire, l'Émetteur élabore des prescriptions et diffuse notamment des circulaires, des instructions, des imprimés et des formulaires de fonctionnement nationaux. Il suit, en outre, le contentieux sur des questions de principe et gère les finances et la trésorerie du régime d'assurance chômage.

En vue de simplifier les démarches des employeurs dans le cadre du paiement des contributions d'assurance-chômage, en réduisant notamment le nombre de leurs déclarations et de leurs interlocuteurs, ces conventions de service ont par la suite été reprises dans le cadre d'une convention quadripartite en date du 17 décembre 2010 entre l'Émetteur, Pôle Emploi, l'AGS et l'Acoss et relative au recouvrement des contributions et cotisations dues par les employeurs. Les missions de l'Émetteur telles qu'évoquées au paragraphe précédent sont reprises et détaillées au sein de cette nouvelle convention.

Cette convention détaille également les conditions en vertu desquelles Pôle Emploi et l'Acoss assurent le recouvrement, pour le compte de l'Émetteur, des contributions dues au titre du régime d'assurance-chômage et des cotisations dues au titre du régime de garantie des créances des salariés, ainsi que le service de l'allocation d'assurance aux demandeurs d'emploi.

- Le Contrat de sécurisation professionnelle

Dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 31 mai 2011 et de la loi n°2011-893 du 28 juillet 2011 pour le développement de l'alternance et la sécurisation des parcours professionnels, les partenaires sociaux ont adopté la convention du 19 juillet 2011 relative au contrat de sécurisation professionnelle (CSP) (dont la durée avait été prorogée jusqu'au 31 décembre 2014), dispositif venant en remplacement de la convention de reclassement personnalisé et du contrat de transition professionnelle. Le CSP est destiné à assurer un accompagnement et une indemnisation spécifiques aux salariés licenciés pour motif économique en vue de favoriser un reclassement accéléré vers l'emploi.

¹⁰ Le transfert de recouvrement pour le compte de l'assurance-chômage résulte des dispositions de la loi 2008-126 du 13 février 2008.

Les partenaires sociaux ont décidé, dans le cadre de l'accord national interprofessionnel du 8 décembre 2014 conclu pour deux ans, de reconduire et d'aménager le dispositif de contrat de sécurisation professionnelle.

Le CSP est applicable aux procédures de licenciement pour motif économique engagées dans les entreprises qui ne sont pas soumises au dispositif du congé de reclassement (entreprises dont l'effectif tous établissements confondus est inférieur à 1000 salariés ou entreprises en redressement ou liquidation judiciaire sans condition d'effectif).

Les évolutions concernent notamment la réduction de l'allocation de sécurisation professionnelle, la création d'une prime au reclassement et la mise en place d'une logique de "CSP glissant" pour prendre en compte les périodes de travail ou encore l'élargissement des conditions de reprise d'emploi.

L'accord national interprofessionnel a été transposé dans une nouvelle convention relative au CSP en date du 26 janvier 2015, qui est entrée en vigueur le 1er février 2015. Les partenaires sociaux ont conclu le 17 novembre 2016 un avenant (Avenant n°1) prévoyant une prolongation de 18 mois de la convention du 26 janvier 2015, qui continuera ainsi de produire ses effets jusqu'au 30 juin 2018.

(2) Les autres régimes

L'Émetteur remplit également d'autres missions pour le compte des tiers dans le cadre de conventions de gestion avec l'État et l'AGS (Association pour la Gestion du régime d'assurance des créanciers des Salariés).

- La convention Unédic-AGS

L'AGS, organisme patronal financé par les entreprises créé début 1974, assure le paiement des créances résultant du contrat de travail en cas de redressement ou de liquidation judiciaire de l'entreprise. Une convention de gestion a été conclue entre l'AGS et l'Émetteur, qui est chargée du recouvrement des cotisations, de la mise à disposition des mandataires et administrateurs judiciaires des fonds nécessaires, de la récupération des sommes avancées et de la tenue de la comptabilité de ces opérations.

- La convention État-Unédic sur l'indemnisation du chômage partiel

Face aux difficultés économiques rencontrées par les entreprises, un dispositif alternatif au chômage partiel dit d'activité partielle à longue durée a été mis en place. Ce dispositif peut prévoir le versement, par voie de convention d'activité partielle, d'allocations complémentaires de chômage partiel aux salariés subissant une réduction d'activité en dessous de la durée légale ou conventionnelle du travail pendant une période de longue durée, avec des contreparties en matière de maintien dans l'emploi et de formation. Le financement conjoint de ces allocations est assuré par l'entreprise, l'État et le régime d'assurance chômage. Ce dernier participe au financement de ce dispositif à hauteur maximale de 150 millions € (montant auquel une enveloppe complémentaire de 80 millions € a été ajoutée pour l'année 2012) avec l'objectif d'éviter au maximum des licenciements économiques dont il aurait à assumer la charge. Au delà du 31 décembre 2012, l'activité partielle de longue durée a été financée par le solde de l'enveloppe antérieure. La participation de l'État s'ajoute à celle existant au titre de l'allocation spécifique de chômage partiel.

Les rapports annuels des deux derniers exercices sont référencés en Annexe II.

2.8	Capital
La notion de capital n'est pas pertinente pour un émetteur tel que l'Unédic.	
2.8.1	Montant du capital souscrit et entièrement libéré
Sans objet	
2.8.2	Montant du capital souscrit et non entièrement libéré

Sans objet	
2.9	Répartition du capital
La notion de capital n'est pas pertinente pour un émetteur tel que l'Unédic constitué sous forme d'association Loi 1901.	
2.10	Marchés réglementés où les titres de capital ou de créances de l'Émetteur sont négociés
L'Unédic émet des obligations cotées sur Euronext Paris dans le cadre d'un programme EMTN visé par l'Autorité des marchés financiers. L'information est disponible sur le site de l'Unédic à l'adresse suivante : https://www.unedic.org/investors	
2.11	Composition de la Direction
2.11.1	<u>Description & composition des organes d'administration et de direction de l'Émetteur</u>
<p>L'Émetteur est une institution paritaire caractérisée par une égale représentation au sein de ses instances de gestion entre les représentants des organisations nationales représentatives d'employeurs et les représentants des organisations interprofessionnelles nationales représentatives des salariés. Il est administré par un Conseil d'administration et un Bureau. La Direction générale de l'Émetteur est assurée par un Directeur général.</p> <p>(A) Description des organes d'administration et de direction de l'Émetteur</p> <p>(1) Le Conseil d'administration</p> <p>Le Conseil d'administration comprend de façon paritaire un collège d'employeurs et un collège de salariés ayant chacun vingt-cinq (25) représentants.</p> <p>Le collège d'employeurs est composé du Mouvement des Entreprises de France (MEDEF), de la Confédération des PME (CPME) et de l'Union des entreprises de proximité (U2P).</p> <p>Le collège de salariés est composé de la Confédération Française Démocratique du Travail (CFDT), la Confédération Française de l'Encadrement – Confédération Générale des Cadres (CFE-CGC), la Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC), la Confédération Générale du Travail (CGT) et la Confédération Générale du Travail – Force Ouvrière (CGT-FO).</p> <p>Le Conseil d'administration a, pour les opérations se rattachant à l'objet social de l'Émetteur, les pouvoirs les plus étendus. Il peut, notamment, établir tous règlements intérieurs pour l'application des statuts de l'Émetteur, procéder aux modifications des statuts, appliquer ces statuts et règlements aux cas particuliers qui pourraient se présenter, gérer les ressources de l'association, ainsi que tout fond d'aide aux travailleurs privés d'emploi. Le Conseil d'administration exerce ainsi, aux termes des statuts, les attributions habituellement dévolues aux assemblées générales de sociétés.</p> <p>(2) Le Bureau</p> <p>Le Bureau est constitué de façon paritaire d'un maximum de dix (10) membres choisis par le Conseil d'administration tous les deux (2) ans parmi ses membres. Il est présidé dans le cadre d'un mandat de deux (2) ans alternativement par un représentant des organisations nationales d'employeurs et un représentant des organisations nationales syndicales de salariés.</p> <p>Le Président, et à défaut un deuxième ou un troisième Vice-président appartenant au même collège, assure le fonctionnement régulier de l'Émetteur, conformément aux statuts et à ses règlements. Il préside les réunions du Bureau et du Conseil d'administration, signe tous les actes, délibérations ou conventions, représente l'Émetteur en justice et dans les actes de la vie civile.</p>	

Le Bureau prend toutes les mesures nécessaires au bon fonctionnement administratif de l'Émetteur, veille à l'expédition des affaires courantes, exerce les délégations que peut lui confier le Conseil d'administration et nomme le Directeur général.

(3) Le Directeur général

Le Directeur général de l'Émetteur, nommé par le Bureau, est en charge du bon fonctionnement des services de l'Émetteur. Il exerce ses fonctions et représente l'Émetteur dans le cadre des délégations de pouvoirs qui lui sont confiées par le Bureau. Il conclut des conventions et accords collectifs du travail ayant vocation à s'appliquer à l'ensemble des personnels du régime et préside les réunions des instances représentatives du personnel.

(4) Le contrôleur d'État

Le contrôle de l'Émetteur est exercé par un contrôleur d'État qui siège au Conseil d'administration et au Bureau de l'Émetteur avec voix consultative.

(B) Composition des organes d'administration et de direction de l'Émetteur

(1) Conseil d'administration

- Collège employeurs composant le Conseil d'administration

MEDEF

Membres titulaires

M. Patrice BERGEN
M. Claude COUTON
Mme Dominique DELCOURT
Mme Monique FILLON
M. Michel GUILBAUD
M. Pierre-Matthieu JOURDAN
M. Eric LE JAOUEN
Mme Martine MARANDEL
M. Thierry MICOR
M. François MIGAYROU
Mme Laurence D'ORGLANDES
M. Denis RICHARD
Mme Houria SANDAL-AOUIEUR
M. Alexandre SAUBOT
M. Jacques VESSAUD

Membres suppléants

M. Henri BEDIER
M. Michel FARDIN

CPME

Membres titulaires

M. Alain AUBERT
Mme Sophie JAMI SEBAH
M. Jean-Michel POTTIER
M. Georges TISSIE
M. Benoît WILLOT

Membres suppléants

M. Julier CORNY
Mme Valérie DEQUEN
M. Grégory GODDARD
Mme Josiane ROSIER
Mme Anouk ULLERN

U2P

Membres titulaires

M. Michel CARNEJAC
M. Robert FARCY
M. Patrick LIEBUS

Membres suppléants

M. Pierre BURBAN
M. Yves DEVAUX

- Collège salariés composant le Conseil d'administration

CFDT

Membres titulaires

M. Stéphane BONNETAIN
M. Pascal CATTO
Mme Véronique DESCACQ

Membres suppléants

Mme Géraldine CORNETTE
Mme Chantal RICHARD
Mme Isabelle ROUSSEAU

Mme Patricia FERRAND
M. Jean-Luc MICHEL

CFE – CGC

Membres titulaires

M. Didier DERNONCOURT
Mme Christine DIEBOLD
M. Jean-François FOUCARD
M. Paul HOUSMANN
M. Franck MIKULA

Membres suppléants

M. Franck BOISSART
M. Michel DAVRIL
M. Philippe SCHAFER

CFTC

Membres titulaires

M. Cyril CHABANIER
M. Eric COURPOTIN
Mme Anne-Sophie DELETOMBE
Mme Maryse FOURCADE
M. Yves RAZZOLI

Membres suppléants

M. Jean-Marie DUFOURNET
Mme Audrey IACINO

CGT

Membres titulaires

M. Eric AUBIN
M. Denis GRAVOUIL
Mme Dominique KALINSKI
M. Philippe TIXIER
Mme Esther ZDUNEK

Membres suppléants

M. Denis LALYS
Mme. Marie LEMOINE
Mme Muriel WOLFERS

FO

Membres titulaires

M. Michel BEAUGAS
Mme. Nathalie CAPART
M. Nicolas CARMi
Mme Françoise CHAZEAU
M. Stéphane LARDY

Membres suppléants

Mme Myriam BARNEL
M. Michel CAMERA
M. David DELOYE

M. Alexandre SAUBOT est le Président du Conseil d'Administration de l'Unédic.

M. Jean-François PILLIARD est 1^{er} Vice-Président du Conseil d'Administration de l'Unédic.

Les membres du Conseil d'administration de l'Émetteur peuvent être contactés au siège de l'Émetteur, 4 rue Traversière, 75012 Paris, France.

(2) Bureau

M. Alexandre SAUBOT - MEDEF
Mme Patricia FERRAND - CFTD
M. Jean-Michel POTTIER – CPME
M. Eric COURPOTIN – CFTC
M. JEAN-FRANÇOIS FOUCARD – CFE - CGC
M. Patrick LIEBUS – U2P
M. MICHEL BEAUGAS –FO
M. Denis GRAVOUIL – CGT
M. Michel GUILBAUD - MEDEF
M. Eric LE JAOUEN – MEDEF

Président
1^{ère} Vice-Présidente
2^{ème} Vice-Président
3^{ème} Vice-Président
Trésorier
Trésorier - adjoint
Assesseur
Assesseur
Assesseur
Assesseur

(3) Direction générale

Monsieur Vincent DESTIVAL est directeur général de l'Émetteur depuis sa nomination par le Bureau de l'Émetteur intervenue en date du 21 juillet 2010, avec effet au 27 septembre 2010.

	<p>Les membres du Bureau et de la Direction générale de l'Émetteur peuvent être contactés au siège de l'Émetteur, 4 rue Traversière, 75012 Paris, France.</p> <p>(4) Contrôleur d'État</p> <p>Le contrôle de l'Émetteur est exercé par M. Alain CASANOVA.</p>
2.11.2	<i>Rémunération globale des membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur</i>
	<p>Les membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur, et plus généralement les membres du Bureau et du Conseil d'administration, ne perçoivent pas de rémunération au titre de leurs fonctions au sein de l'Émetteur. Les organisations auxquelles ils appartiennent perçoivent une indemnité destinée à les défrayer des coûts engagés dans le cadre de l'exercice de leur mandat pour l'assurance chômage.</p>
2.11.3	<i>Mandats que les membres des organes de direction et de contrôle de l'Émetteur exercent dans d'autres entreprises</i>
	<p>A l'exception notamment de (i) Monsieur Alexandre Saubot, son président, qui exerce par ailleurs les fonctions de Directeur Général Délégué de la société Haulotte Group, (ii) de Monsieur Benoît Willot, au regard de ses fonctions au sein de la société Arcdis SAS - Marché U et (iii) de Monsieur Eric Le Jaouen, fondateur et dirigeant du cabinet de conseil en ressources humaines Ginkgo, la plupart des membres du Bureau exercent leurs activités principales au sein des organisations syndicales qu'ils représentent au sein des organes d'administration et de direction de l'Émetteur, dans le cadre conventionnel et selon les règles définies par les partenaires sociaux.</p>
2.11.4	<i>Conflits d'intérêts - conventions entre l'Émetteur et toute personne morale ayant des dirigeants communs avec l'Émetteur</i>
	<p>L'Émetteur n'a pas identifié de personne membre de ses organes d'administration et de direction qui pourrait se trouver en situation de conflit d'intérêts entre (i) ses devoirs à l'égard de l'Émetteur et (ii) ses intérêts privés notamment.</p> <p>Il est à noter que l'Émetteur s'est doté d'un règlement intérieur des contrats et marchés afin de prévenir tout conflit d'intérêt au sein notamment de ses organes d'administration et de direction. Ce règlement intérieur contient un certain nombre de préconisations et d'incompatibilités en matière de passation de contrats et de marchés par l'Émetteur.</p> <p>Les dépenses relevant des conventions relatives à la contribution financière de l'Émetteur aux organisations syndicales et patronales aux frais exposés par leurs collaborateurs dans le cadre de la gestion de l'assurance chômage ont fait l'objet d'un rapport spécial des Commissaires aux comptes qui a été approuvé par le Conseil d'administration du 19 juin 2017. Au cours de la réunion du Conseil d'administration du 31 janvier 2017, ces conventions avaient fait l'objet d'une reconduction pour les dépenses relatives à l'année 2017.</p> <p>L'Émetteur n'a pas passé de contrat avec les sociétés/entreprises référencées au paragraphe ci-dessus.</p>
2.11.5	<i>Principaux actionnaires</i>
	Néant
2.12	<i>Normes comptables utilisées pour les données consolidées (ou à défaut des données sociales)</i>
	<p>Normes comptables françaises.</p> <p>Les principes, règles et méthodes comptables de l'Émetteur sont plus amplement décrits dans le rapport financier de l'Émetteur.</p>

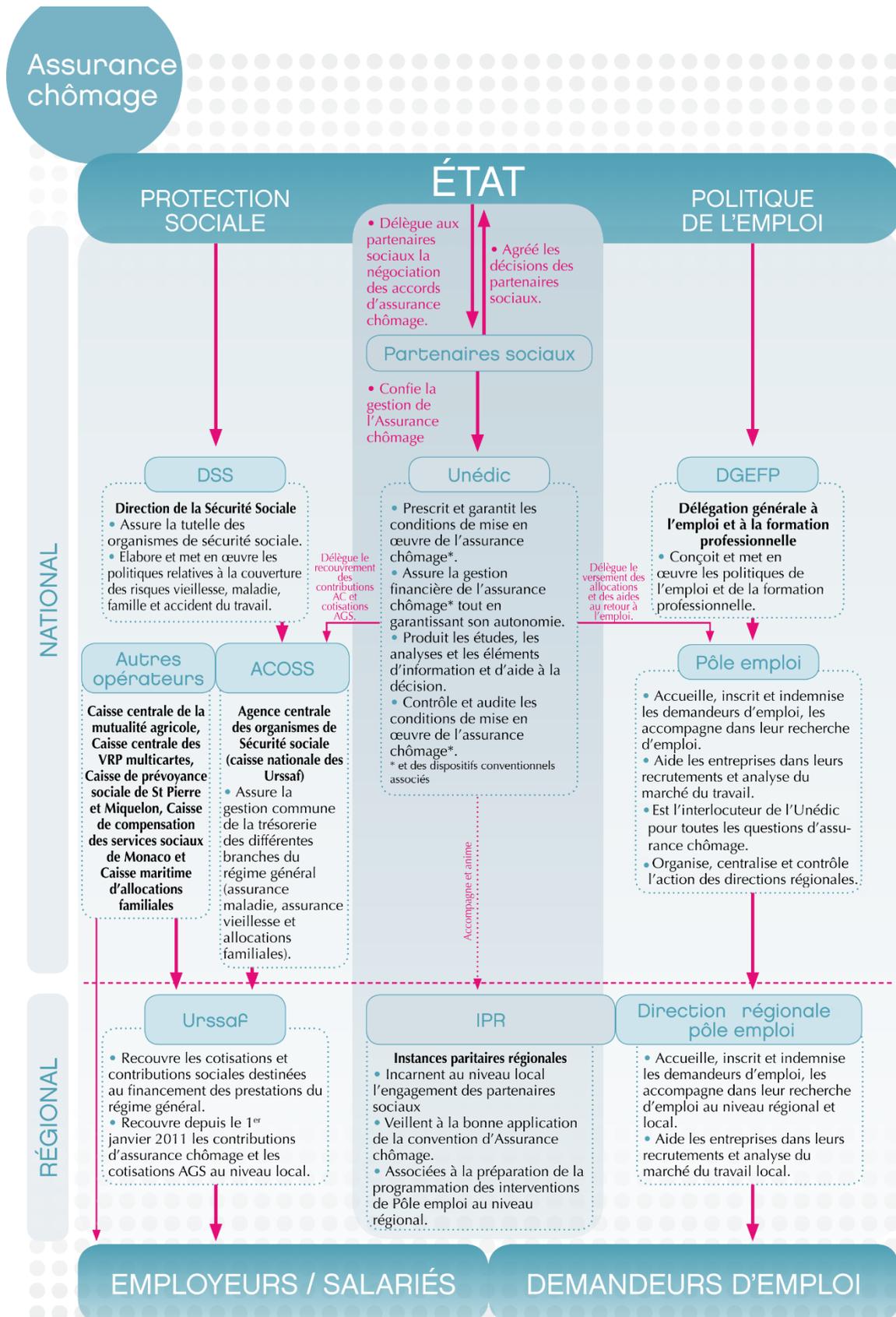
2.13	Exercice comptable
Son exercice social commence le 1 ^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année civile.	
2.13.1	Date de tenue de l'assemblée générale annuelle (ou son équivalent) ayant approuvé les comptes annuels de l'exercice écoulé
Décision du Conseil d'Administration du 19 juin 2017	
2.14	Exercice fiscal
Son exercice social commence le 1 ^{er} janvier et s'achève le 31 décembre de chaque année civile.	
2.15	Commissaires aux comptes de l'Émetteur ayant audité les comptes annuels de l'Émetteur
2.15.1	Commissaires aux comptes
<p><u>Commissaire aux Comptes titulaires :</u> FCN, 83/85, boulevard de Charonne - 75011 Paris N° RCS Paris B642024012 Représenté par M. Serge Floch</p> <p>DELOITTE & Associés, 185, avenue Charles de Gaulle - 92200 Neuilly-sur-Seine N° RCS Nanterre B377876164</p> <p>FCN et Deloitte et Associés sont membres de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Représenté par M. Vincent Blestel et Mme Anne Blanche</p> <p><u>Commissaires aux Comptes suppléants :</u> Patrick VICENS, 6, impasse des Ifs - 91300 Massy Alain PONS, 99, rue de Sèvres - 75006 Paris</p> <p>M. Patrick VICENS et M. Alain Pons sont membres de la Compagnie Nationale des Commissaires aux Comptes. Le mandat des commissaires aux comptes susvisés a été renouvelé pour les exercices 2012 à 2017 lors du Conseil d'administration de l'Émetteur en date du 27 juin 2012.</p>	
2.15.2	Rapports des commissaires aux comptes
<p>FCN et Deloitte ont vérifié, et rendu des rapports d'audit sur les comptes annuels de l'Émetteur pour les exercices clos les 31 décembre 2015 et 2016.</p> <p>Ces rapports figurent aux pages 39 à 41 du rapport financier 2015 et 42 et 43 du rapport financier 2016, qui sont annexés à la présente Documentation Financière (voir Annexes).</p> <p>Ils peuvent être consultés à l'adresse suivante :</p> <p>https://www.unedic.org/investors</p>	
2.16	Autres programmes de l'Émetteur de même nature à l'étranger
Il n'existe pas d'autre programme de l'Émetteur de même nature à l'étranger.	
2.17	Notation de l'Émetteur

L'Émetteur a fait l'objet d'une notation **Aa2** (perspective stable) par Moody's Investors Service Limited depuis le 22 septembre 2015 et **AA** (perspective stable) par Fitch France S.A.S. depuis le 18 décembre 2014.

Moody's Investors Service Limited et Fitch France S.A.S. sont établies dans l'Union Européenne et sont enregistrées conformément au Règlement (CE) n° 1060/2009 du Parlement Européen et du Conseil du 16 septembre 2009, tel que modifié.

2.18	Information complémentaire sur l'Émetteur
2.18.1	Organigramme

Place de l'Émetteur dans l'organisation du service public de l'emploi.



L'assurance chômage est un régime de protection dont les règles sont adoptées par les partenaires sociaux. La gestion de ces règles conventionnelles a été confiée à l'Émetteur.

L'Émetteur, organisme paritaire de gestion de l'assurance chômage, assure par ailleurs, pour le compte des partenaires sociaux, un rôle d'étude et d'expertise sur les sujets relatifs à l'emploi et au chômage. A cet effet, il fournit aux partenaires sociaux ou à ses instances gestionnaires les éléments d'analyse dont ils ont besoin pour élaborer leurs projets et conduire leurs travaux (production d'indicateurs, études, enquêtes, simulations, chiffrages, équilibre technique et évaluations, prospective dans le domaine de l'indemnisation, etc.).

(A) L'Émetteur et l'Acoss

Dans le cadre de la loi n°2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, l'Acoss et le réseau des Urssaf se sont vus confier la responsabilité du recouvrement des cotisations et contributions d'assurance chômage pour le compte de l'Unédic et de l'AGS.

La phase de mise en œuvre a été entérinée par la convention quadripartite conclue entre l'Émetteur, Pôle emploi, l'AGS et l'Acoss en date du 17 décembre 2010, laquelle définit les modalités pratiques de recouvrement des contributions et cotisations pour le compte de l'Émetteur par l'Acoss et les organismes de la branche de recouvrement.

(B) L'Émetteur et Pôle emploi

La loi n°2008-126 du 13 février 2008 a organisé la fusion de l'Agence nationale pour l'emploi (ANPE) et le réseau opérationnel de l'assurance chômage (les Assédic et Garp) et a prévu la création d'un nouvel établissement public dénommé Pôle emploi. Cette nouvelle institution a été créée le 19 décembre 2008.

Pôle emploi est doté de la personnalité morale et de l'autonomie financière. Il est chargé d'assurer, pour le compte de l'Émetteur, les missions du service public de l'emploi qui comprend le placement, l'indemnisation, l'insertion, la formation et l'accompagnement des demandeurs d'emploi. Conformément aux dispositions de l'article L. 5312-1 du Code du travail, les six (6) missions du Pôle emploi consistent à :

- (1) prospecter le marché du travail, développer une expertise sur l'évolution des emplois et des qualifications, procéder à la collecte des offres d'emploi, aider et conseiller les entreprises dans leur recrutement, assurer la mise en relation entre les offres et les demandes d'emploi et participer activement à la lutte contre les discriminations à l'embauche et pour l'égalité professionnelle ;
- (2) accueillir, informer, orienter et accompagner les personnes qu'elles disposent ou non d'un emploi, à la recherche d'un emploi, d'une formation ou d'un conseil professionnel, prescrire toutes actions utiles pour développer leurs compétences professionnelles et améliorer leur employabilité, favoriser leur reclassement et leur promotion professionnelle, faciliter leur mobilité géographique et professionnelle et participer au parcours d'insertion sociale et professionnelle ;
- (3) procéder aux inscriptions sur la liste des demandeurs d'emploi, tenir celle-ci à jour et assurer à ce titre le contrôle de la recherche d'emploi ;
- (4) assurer pour le compte de l'Émetteur, le service de l'allocation d'assurance et pour le compte de l'État ou du Fonds de solidarité, le service des allocations de solidarité, de la prime au retour à l'emploi, de la prime forfaitaire ainsi que de toute autre allocation ou aide dont l'État lui confierait le versement par convention ;
- (5) recueillir, traiter, diffuser et mettre à la disposition des services de l'État et de l'Émetteur les données relatives au marché du travail et à l'indemnisation des demandeurs d'emploi ; et
- (6) mettre en œuvre toutes les actions qui lui sont confiées par l'État, les collectivités territoriales et l'Émetteur en relation avec sa mission.

Le recouvrement des contributions a été assuré à titre transitoire par Pôle emploi et est désormais confié aux urssaf (voir ci-dessus).

L'Émetteur prescrit les règles relatives à l'indemnisation du chômage et aux aides éventuelles négociées par les partenaires sociaux. Ces prescriptions sont transmises à Pôle emploi en vue du versement, pour

le compte de l'Émetteur, des allocations aux demandeurs d'emploi ayant été affiliés à l'assurance chômage.

L'Émetteur définit, précise et transmet également les prescriptions nécessaires au recouvrement des contributions des employeurs et des salariés et participe à la mise en œuvre d'autres dispositifs conventionnels.

L'Émetteur s'assure de la conformité de la réalisation de ses prescriptions par Pôle emploi, en application de la convention tripartite pluriannuelle signée entre l'Unédic, l'État et Pôle emploi le 18 décembre 2014 (faisant suite à la première convention tripartite en date du 11 janvier 2012)¹¹.

Par ailleurs, l'Émetteur est le principal contributeur du budget de Pôle emploi avec un financement à hauteur de 10% des contributions perçues (d'environ 3,19 milliards en 2014, 3,24 milliards en 2015 et 3,30 milliards en 2016)¹².

(B) L'Émetteur et les instances paritaires régionales

L'article L. 5312-10 du Code du travail, dans sa rédaction issue de la loi n° 2008-126 du 13 février 2008 relative à la réforme de l'organisation du service public de l'emploi, instaure des instances paritaires régionales au sein des directions régionales de Pôle emploi. Ces instances ont pour mission de :

- (1) rendre un avis sur la programmation des interventions de Pôle emploi au niveau territorial ; et
- (2) veiller à l'application de la convention d'assurance chômage.

La convention pluriannuelle prévue à l'article L. 5312-3 du Code du travail, signée entre l'État, l'Unédic et Pôle emploi le 18 décembre 2014 prévoit que, dans le cadre de leur rôle de veille de la bonne application de la convention d'assurance chômage, les instances paritaires régionales peuvent exercer un rôle d'alerte auprès de l'Émetteur. Par ailleurs, les instances paritaires régionales pourront s'adresser aux services de l'Unédic " en cas de difficultés d'interprétation de la réglementation de l'assurance chômage et de ses accords d'application ".

Considérées comme la déclinaison territoriale des partenaires sociaux gestionnaires de l'assurance chômage, les instances paritaires régionales se sont vues préciser leurs missions par la convention du 19 février 2009, la convention du 6 mai 2011 et la convention du 14 mai 2014 (telle que modifiée) relatives à l'indemnisation du chômage et leurs textes d'application. Elles se substituent ainsi, en partie, aux commissions paritaires et aux bureaux des Assédic.

L'Émetteur coordonne l'action des instances paritaires régionales et les accompagne dans l'exercice de leur mission.

Filiales de l'Émetteur

L'Émetteur ne détient aucune filiale.

2.18.2	<i>Evènements récents propres à l'Émetteur et intéressant, dans une mesure importante, l'évaluation de la solvabilité</i>
---------------	--

L'emploi affilié à l'Assurance chômage a fortement progressé de +1,1 % en 2016, représentant +219.000 emplois sur un an, après une progression en 2015 (+123.000 emplois, soit +0,2 %) et un recul en 2014 (-27.000 emplois, soit -0,1 %). En parallèle, le nombre de chômeurs indemnisés par l'Assurance chômage a progressé (sur la base de données actualisées, +2,7 % en 2016 après + 7,6 % en 2015 et + 1,7 % en 2014). Environ 2,6 millions de bénéficiaires de l'ARE étaient concernés au 31 décembre 2016 (données CVS, France métropolitaine).

La progression modérée de la masse salariale, l'augmentation du nombre de demandeurs d'emploi indemnisés et la progression des versements d'allocations corrélative ont creusé l'endettement de l'Assurance chômage sur 2016:

¹¹ Art L. 5312-3 C.Trav.

¹² Art. L. 5312-7 et L. 5422-24 C. Trav.

- Les charges d'allocations ont augmenté de 2,2 % en un an :
 - + 3,6 % pour l'Allocation d'aide au retour à l'emploi – ARE
 - une légère baisse pour les autres allocations
- Le produit des contributions principales a progressé principalement sous l'effet de la hausse de la masse salariale affiliée en 2016 (+2,1 %).

L'écart entre les contributions, les allocations et les autres charges techniques (hors contribution de Pôle Emploi) est négatif, à hauteur de 569 millions d'euros en 2016, comparable à l'exercice 2015, soit 605 millions d'euros. Après prise en compte de la contribution de l'Assurance chômage au fonctionnement de Pôle Emploi (3,301 milliards d'euros), le résultat de gestion technique ressort déficitaire pour l'exercice 2016, à 3,87 milliards d'euros, stable comparativement au déficit de 2015, à savoir 3,847 milliards d'euros.

Notation de l'Émetteur

L'Émetteur fait l'objet d'une notation Aa2 (perspective stable) par Moody's Investors Service Limited et AA (perspective stable) par Fitch France S.A.S. Il est précisé que les agences de notation Fitch France S.A.S et Moody's Investors Service Limited ont dégradé la notation de l'Émetteur, respectivement le 18 décembre 2014 et le 22 décembre 2015 à l'instar de la dégradation de la note souveraine de la France décidée par ces agences. Les notes à court terme P 1 (délivrée par Moody's Investors Service Limited) et F1+ (délivrée par Fitch France S.A.S.) sont restées inchangées.

2.18.3 Informations financières concernant le patrimoine, la situation financière et les résultats de l'Émetteur

Date des dernières informations financières

Le dernier exercice clos de l'Émetteur pour lequel les comptes annuels ont été audités par les commissaires aux comptes est celui clos au 31 décembre 2016.

Montant des fonds propres non susceptibles de reprise à la clôture du dernier exercice

Le montant des fonds propres non susceptibles de reprise à la clôture du dernier exercice de l'Émetteur se compose exclusivement de son report à nouveau global négatif à hauteur de 29.125 millions d'euros au 31 décembre 2016.

Montant total et ventilation par échéance des engagements de l'Émetteur

Exigibilité au 31 décembre 2016 sur solde des dettes et provisions au 31 décembre 2016
(en millions d'euros)

(en millions d'euros)	Charges courantes considérées exigibles à moins d'un an	Exigibilité entre 1 et 5 ans	Exigibilité supérieure à 5 ans	TOTAL
Provisions pour risques	79,88	1,53	14,09	95,50
Dettes	11 575,43	11 550,00	15 500,00	38 625,43
Emprunts obligataires	1 721,80	8 300,00	15 500,00	25 521,80
Emprunts établissements de crédit et financement	5 061,71	3 250,00		8 311,71
Concours bancaires courants	-		-	-
Dettes financières diverses	8,12			8,12
Affiliés comptes créditeurs non affectés	165,45			165,45
Dettes allocataires & comptes rattachés	2 895,68			2 895,68

Dettes fiscales et sociales	69,82			69,82
Dettes fournisseurs & comptes rattachés	8,05			8,05
Autres dettes	1 644,80			1 644,80
Produits constatés d'avance	176,70			176,70
Total Dettes et produits constatés d'avance	11 752,13	11 550,00	15 500,00	38 802,13
TOTAL	11 832,01	11 551,53	15 514,09	38 897,63

La masse des prestations restant à verser par l'Assurance chômage aux allocataires indemnisés inscrits à la clôture de l'exercice 2016 a été évaluée par la Direction des Etudes et Analyses de l'Unédic à 26,086 milliards d'euros. Ce montant ne prend pas en compte les allocations à verser aux bénéficiaires d'un maintien d'indemnisation jusqu'à leur retraite.

Les prestations restant à verser par l'Assurance chômage aux allocataires bénéficiant d'un maintien d'indemnisation concernent les allocataires demandeurs d'emploi qui peuvent, sous certaines conditions, percevoir leurs indemnités jusqu'à l'âge de la retraite. La masse des prestations restant à verser à ces allocataires inscrits à la clôture de l'exercice 2016 a été évaluée par la Direction des Etudes et Analyses de l'Unédic à 475 millions d'euros.

Sûretés accordées aux titres précédemment émis par l'Émetteur

Aucune émission de titres de créance non encore remboursée à la date de la présente Documentation Financière ne bénéficie de sûreté d'aucune sorte, étant précisé que l'ensemble des émissions obligataires réalisées depuis 2012 bénéficient de la garantie de l'État.

Éléments significatifs extraits des comptes provisoires de l'Émetteur

L'Émetteur n'établit pas de comptes provisoires.

Changement significatif de la situation financière ou commerciale de l'Émetteur

Il n'y a pas eu de changement dans la situation financière ou commerciale de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2016 qui soit significatif dans le cadre de l'Émission des Titres, étant cependant rappelé que l'Émetteur est, en France, une institution unique chargée de gérer l'assurance chômage. En conséquence, l'Émetteur est en permanence affecté par les tendances macro-économiques nationales, voire internationales. L'Émetteur est directement affecté par les perspectives affectant l'économie française en général. Depuis le 31 décembre 2016 (date de ses derniers états financiers vérifiés et publiés), les tendances affectant l'Émetteur consistent :

- en la diminution du taux de chômage pour 2016 de -0,3 point (données INSEE, France métropolitaine) et l'augmentation du nombre de bénéficiaires de l'assurance chômage de +26.000 personnes (données Pôle emploi, France métropolitaine) ;
- en un faible niveau du taux de croissance, +1,1 % en France en 2016 (données INSEE), et donc une faible progression du montant des contributions versées à l'Émetteur ;
- en un financement des besoins complémentaires induits par cette évolution, ce qui a nécessité :
 - (i) le maintien du programme de Titres Négociables à Court Terme de l'Émetteur (dont le détail des utilisations au 31 décembre 2016 figure ci-après), étant précisé que le Conseil d'administration de l'Émetteur a, dans sa séance du 31 janvier 2017, confirmé le plafond de ce programme à un montant de 10 milliards d'euros ;
 - (ii) le maintien du programme de titres pour le service de l'emploi de l'Émetteur – Euro Medium Term Note (dont le détail des utilisations au 31 décembre 2016 figure ci-après), étant précisé que lors de sa séance du 31 janvier 2017, le Conseil d'administration de l'Émetteur a augmenté le plafond de ce programme à un montant de 37 milliards d'euros ; et
 - (iii) des emprunts émis dans le cadre du Programme (cf. paragraphe « Contrats importants »).

2.18.4	Contrats importants
<p>Les contrats importants (autres que les contrats conclus dans le cadre normal des affaires) auxquels est actuellement partie l'Émetteur pouvant conférer à l'Émetteur un droit ou une obligation ayant une incidence importante sur la capacité de l'Émetteur à remplir les obligations que lui imposent la présente Documentation Financière sont les suivants :</p> <p><u>Programme EMTN d'émission de titres pour le service de l'emploi</u></p> <p>L'Émetteur dispose d'un programme d'émission de titres (<i>Euro Medium Term Notes</i>) dont la limite d'encours est actuellement fixée à 37 milliards d'euros. Le produit net de l'émission des titres est destiné aux besoins de financement de l'activité de l'Émetteur, lequel doit veiller au service de la performance de l'Assurance chômage pour le bénéfice des salariés, des entreprises et des demandeurs d'emploi, en s'assurant de l'application par les opérateurs des règles et des dispositions décidées par les partenaires sociaux et en étroite coopération avec ces derniers, dans une perspective de gestion socialement responsable de l'Assurance chômage. L'encours nominal du programme EMTN de l'Émetteur s'élève à 25,3 milliards d'euros au 31 décembre 2016.</p> <p><u>Conventions d'ouverture de crédit</u></p> <p>Il n'existe aucune ouverture de crédit en cours.</p> <p><u>Titres Négociables à Court Terme (anciennement billets de trésorerie)</u></p> <p>L'Émetteur dispose d'un programme de Titres Négociables à Court Terme dont le plafond d'encours global est de 10 milliards d'euros (conformément aux termes de la décision du Conseil d'administration de l'Émetteur du 31 janvier 2017). L'encours du programme s'élève à 4,330M€ au 31 décembre 2015 et 4,960 M€ au 31 décembre 2016. Ce programme a fait l'objet, conformément à la réglementation, d'une actualisation annuelle auprès des services de la Banque de France. Il bénéficie aujourd'hui des notes P-1 (Moody's Investors Service Limited) et F1+ (Fitch France S.A.S.).</p> <p><u>Titres Négociables à Moyen Terme (anciennement dénommés Bons à Moyen Terme Négociables)</u></p> <p>L'encours du Programme de Titres Négociables à Moyen Terme de l'Émetteur s'élève à 3,550 milliards d'euros au 31 décembre 2016.</p>	
2.18.5	Informations sur les tendances
<p>Sous réserve des informations figurant dans la présente Documentation Financière, aucune détérioration significative n'a affecté les perspectives de l'Émetteur depuis le 31 décembre 2016.</p> <p>Sous réserve des informations figurant dans la présente Documentation Financière, il n'y eu aucun changement significatif de la situation financière de l'Émetteur survenu depuis le 31 décembre 2016.</p>	
2.18.6	Procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage
<p>Dans les douze (12) mois précédant la date de la présente Documentation Financière, l'Émetteur n'est et n'a été impliqué dans aucune procédure gouvernementale, judiciaire ou d'arbitrage et n'a connaissance d'aucune procédure similaire en suspens ou dont il est menacé qui pourrait avoir ou a eu récemment des effets significatifs sur sa situation financière, sa rentabilité ou sur son activité.</p>	
2.18.7	Documents accessibles au public
<p>Aussi longtemps que des Titres seront en circulation dans le cadre du présent Programme, des copies des documents suivants seront disponibles, sans frais, dès leur publication, aux heures habituelles d'ouverture des bureaux, un quelconque jour de la semaine (à l'exception des samedis, dimanches et jours fériés) au siège social de l'Agent Domiciliaire :</p> <ul style="list-style-type: none"> (i) une copie des statuts de l'Émetteur, (ii) les états financiers audités de l'Émetteur pour les exercices clos les 31 décembre 2014, 2015 et 2016, 	

- (iii) une copie de la présente Documentation Financière et de tout avenant
- (iv) une copie du Prospectus de Base, de tous suppléments au Prospectus de Base, ainsi que de tout nouveau Prospectus de Base,
- (v) toutes Conditions Définitives relatives à des Titres admis aux négociations sur Euronext Paris ou sur tout autre Marché Réglementé, et
- (vi) tous rapports, courriers et autres documents, informations financières historiques, évaluations et déclarations établis par un expert à la demande de l'Émetteur dont une quelconque partie serait incluse ou à laquelle il serait fait référence dans le Prospectus de Base.

SECTION 3 : CERTIFICATION DES INFORMATIONS FOURNIES

Article D. 213-9, 4° du Code monétaire et financier et les réglementations postérieures

3.1	Nom et fonction de la personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de Titres Négociables à Moyen Terme de 8 milliards d'euros au nom de l'Unédic	Monsieur Vincent DESTIVAL Directeur Général Unédic
3.2	Déclaration de la personne responsable de la documentation financière portant sur le programme de Titres Négociables à Moyen Terme de 8 milliards d'euros au nom de l'Unédic	A ma connaissance, les données de la documentation financière sont conformes à la réalité et ne comportent pas d'omission de nature à en altérer la portée
3.3	Date, Lieu et signature	Paris, le 5 septembre 2017 Unédic 4, rue Traversière 75012 PARIS Monsieur Vincent DESTIVAL Directeur Général

ANNEXES		
Annexe I	Notation du programme	<p>Fitch Ratings La notation de Fitch Rating à ce Programme peut être vérifiée à l'adresse suivante : https://www.fitchratings.com/gws/en/esp/issr/88233466</p> <p>Moody's Investors Services La notation de Moody's Investors Services à ce Programme peut être vérifiée à l'adresse suivante : https://www.moodys.com/credit-ratings/UNEDIC-credit-rating-600012665</p>
Annexe II	Documents présentés à l'assemblée générale annuelle des actionnaires ou de l'organe qui en tient lieu³	<p>Rapports financiers 2015 et 2016 comprenant les comptes annuels des exercices 2015 et 2016 ainsi que les rapports des commissaires aux comptes sur les comptes desdits exercices.</p> <p>Les rapports financiers 2015 et 2016 de l'Émetteur ainsi que l'ensemble des documents mis à la disposition des investisseurs sont disponibles sur le site de l'Unédic à l'adresse suivante :</p> <p>Pour le rapport financier 2016 : https://www.unedic.org/sites/default/files/2017-08/Une%CC%81dic%20Rapport%20financier%202016.pdf</p> <p>Pour le rapport financier 2015 : https://www.unedic.org/sites/default/files/2017-06/2015%20Rapport%20financier%20Une%CC%81dic.pdf</p>
Annexe III	Avenant daté sous format électronique et papier (signé)	Sans objet

³ Les informations financières annexes de l'Émetteur exposées à l'Article D. 213-9 du Code monétaire et financier sont tenues à la disposition de toute personne qui en ferait la demande, conformément aux Articles D. 213-9 du Code monétaire et financier et L. 232-23 du Code de commerce.